

## [Texte]

For these shares to be sold, 10% of whatever—nobody's ever told us what 100% means, but 10% of whatever—if nobody buys, doesn't work anyway. So that's the end of it, right? If no employee ever buys a share because it's absolutely voluntary—and the minister was adamant about that—I think we might be wasting a lot of time around the committee and the House even discussing this bill. If it's totally voluntary and if it doesn't mean voters' rights, and if it really is a loan as the minister has said, then I think this committee has to search the motivation for the legislation. I have no idea of the motivation.

We suggest in our brief that it's the beginning of privatization. In fact, it is privatization, because whether it's sold to employees or to Joe Blow on the street, once you sell 10% of a crown corporation, you have gone from crown, and once you call them shares, you have gone from crown to a public company or semi-public company in some way. I don't know all the terminology.

So we're not talking about the slippery slope to privatization; we are talking privatization. Others will speak on the labour relations. I could certainly speak on it, but I want you to hear from people who are on the front line.

I'm not sure the minister said the profits would be turned back into the corporation. Correct me if I'm wrong, but I think they were to be applied to the deficit. If we're going to make big bunches of money here... we were going to put it on the deficit, I think, was the minister's response to the committee.

Dissension in the ranks if some buy and some don't buy, I think, is part of the motivation. It's not a secret in this country that there haven't been great labour relations in the post office. It didn't start with Harvie Andre, Darrell Tingley or the members here. It started a long time ago—and I want to say this for the record—when the presidents of unions made a direct remark to the public, and it's gone on from there.

There are always two sides to guerrilla warfare in a workplace. The suggestion that a piece of legislation comes forward to sell 10% of whatever to the employees, I think, is part and parcel to make dissension within the ranks. I think the ministry and Canada Post are so naïve if they think that to go out selling shares in a non-profitable company is going to drive everybody crazy with the motivation of greed, to start attacking each other because they're all going to make billions of dollars; it's absolutely insane and quite honestly, really stupid. I mean, who wants to buy shares in a losing proposition?

## [Traduction]

Pour vendre ces actions, 10 p. 100 d'un nombre indéterminé—personne ne nous a jamais dit combien d'actions il y aurait au total—il faut que quelqu'un les achète. Et si personne ne les achète, le système ne marche pas de toute façon. Dans ce cas, on en parle plus, n'est-ce pas? À supposer qu'aucun employé n'achète une seule action, puisque la participation à ce régime est entièrement libre—et le ministre a bien insisté là-dessus—, j'ai l'impression que le comité et la Chambre perdent beaucoup de temps à discuter de ce projet de loi. Si la participation est entièrement libre et si les actions ne donnent pas le droit de vote, s'il s'agit en fait d'un emprunt comme l'a dit le ministre, le comité doit alors essayer de trouver les raisons pour lesquelles le gouvernement a présenté ce projet de loi. Je n'en ai pas la moindre idée.

Dans notre mémoire, nous disons que c'est le début de la privatisation. C'est de la privatisation en fait, car lorsqu'on vend 10 p. 100 d'une société d'État, peut importe que ce soit à ses employés ou à monsieur tout le monde, on en fait en quelque sorte une société mi-publique, mi-privée. J'ignore les termes exacts.

Par conséquent, on ne peut même plus dire que nous sommes sur la mauvaise pente; il s'agit de privatisation en fait. D'autres vous parleront des relations de travail. Je pourrais vous en parler, mais je tiens à ce que vous entendiez l'avis de ceux qui sont aux premières lignes.

Je ne suis pas certaine que le ministre ait dit que les bénéficiaires reviendraient à la Société. Je vous demande de rectifier si je me trompe, mais j'ai l'impression qu'il a parlé de s'en servir pour réduire le déficit. Je crois que le ministre a dit au comité que si l'on gagne beaucoup d'argent d'un côté, on s'en servira pour faire baisser le déficit.

Je crois que le désir de semer la zizanie parmi les troupes si certains employés achètent et d'autres pas, est un des motifs de cette initiative. Ce n'est un secret pour personne que les relations de travail ne sont pas fameuses à la Société canadienne des postes. Cela ne date pas de l'époque de Harvie Andre, de Darrell Tingley ni de notre époque. La situation a commencé à se détériorer il y a longtemps, c'est-à-dire quand les présidents des syndicats ont fait une remarque directe à la population, je tiens à le signaler. C'est alors que tout a commencé.

Une guérilla menée au sein de l'entreprise revêt toujours deux aspects. Je crois que le projet de loi qui propose de vendre 10 p. 100 d'un nombre indéterminé d'actions aux employés fait partie d'un plan qui vise à semer le trouble au sein des troupes. Le ministre et la Société canadienne des postes sont bien naïfs s'ils espèrent arriver à rendre tout le monde dingue en vendant des actions d'une entreprise non rentable, s'ils pensent que les employés vont se mettre à s'entre-tuer pour l'appât du gain, parce qu'ils auront l'espoir de gagner des milliards de dollars; c'est absolument ridicule et bien franchement, je trouve que c'est vraiment stupide. Qui veut acheter des actions d'une entreprise non rentable?